

## Clôture du cinquantenaire de la Banque centrale du Burundi

PANA, 08 juin 2014 Bujumbura, Burundi - La semaine des cérémonies commémoratives des cinquante ans d'existence de la Banque centrale du Burundi (BRB) a pris fin, dimanche, sur une note mitigée, notamment en ce qui concerne le taux national d'épargne qui reste aujourd'hui encore plafonné à 12,5%, apprend-on de source proche institution au cœur des activités bancaires du pays. Selon le gouverneur de la BRB, Jean Ciza (photo), le réflexe des Burundais est plutôt celui de garder l'argent sur eux, à la maison, ce qui est dommageable pour l'économie nationale pour les individus qui s'exposent à l'insécurité.

L'argentier de la République a aussi évoqué d'autres problèmes plus spécifiques à son institution bancaire, l'embargo économique international consécutif au coup d'Etat militaire de 1996 qui a disposé l'ancien président de la République, Sylvestre Ntibantunganya, au profit de Pierre Buyoya. Pendant des années, le pays a été privé de devises fortes pour ses importations et les lesquelles ont pris du temps pour s'estomper, selon toujours le patron de la BRB. La banque a également d'autres soucis du moment comme la modernisation des systèmes de paiement par carte électronique ou encore l'absence d'une stratégie nationale d'inclusion financière. L'intégration dans le de la Communauté est-africaine (CEA) de libre échange est une autre préoccupation de la BRB, a dit M. Ciza, qui a encore parlé d'une Banque centrale qui est à l'image de la situation socio-économique nationale précaire. Le regroupement dont font partie le Burundi, le Rwanda, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie ambitionne de passer, à l'horizon 2020, à une union monétaire et politique sur lesquelles sont cependant prêts à parier peu de spécialistes des questions d'intégration à court terme. Dans les milieux d'affaires à Bujumbura, on met à l'actif de la BRB d'avoir permis le marché de change et la possibilité pour les citoyens de déposer et de retirer de l'argent en devise sur leurs comptes pour un montant limité selon les besoins.